

**Assemblée générale**

Soixante-dixième session

Documents officiels

Distr. générale  
7 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 46<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 12 novembre 2015, à 15 heures

*Président :* M. Hilale. .... (Maroc)**Sommaire**

Point 65 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 29 de l'ordre du jour : Promotion de la femme (*suite*)

- b) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (*suite*)

Point 65 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 72 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (*suite*)
- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents ([srcorrections@un.org](mailto:srcorrections@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-19865X (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 15 h 5*

**Point 65 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)**  
(A/C.3/70/L.62)

*Projet de résolution A/C.3/70/L.62 : Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique*

1. **M<sup>me</sup> Klein** (Madagascar), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le nombre croissant de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique, qui impose une charge supplémentaire aux États d'accueil, est une préoccupation majeure pour le continent africain. Le projet de résolution met à jour la résolution 69/154 de l'Assemblée générale afin de refléter la situation actuelle. Dans le projet de résolution, l'Assemblée générale demande aux personnes intéressées et aux États d'accueil de fournir une aide ainsi que de mettre en œuvre des solutions durables et se déclare gravement préoccupée par l'insuffisance du financement de l'action menée face aux différentes situations de réfugiés dans plusieurs régions d'Afrique et par la réduction du budget alloué à l'aide humanitaire. Elle demande en outre à la communauté internationale de prendre des mesures concrètes pour assurer aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés la protection et l'aide dont ils ont besoin.

2. **M<sup>me</sup> Klein** donne lecture des révisions faites oralement. À la fin du treizième alinéa du préambule, les mots « et prend note en outre des efforts déployés par tous les États à cet égard » devraient être ajoutés. Le quatorzième alinéa du préambule devrait être supprimé, puisque la question qui y est traitée a été rajoutée au paragraphe 13. Le paragraphe 23 de la résolution 69/154, qui n'a pas été incorporé au projet de résolution, devrait être inséré. Le paragraphe 23 devrait donc se lire comme suit : « *Demande* à la communauté internationale des donateurs d'apporter une aide financière et matérielle permettant d'exécuter des programmes de développement locaux qui servent les intérêts à la fois des réfugiés et des communautés d'accueil, selon qu'il conviendra, en accord avec les pays d'accueil et en conformité avec les objectifs humanitaires ».

3. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) dit que la Géorgie a été ajoutée à la liste des auteurs du projet de résolution.

**Point 29 de l'ordre du jour : Promotion de la femme (suite)**

**a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (suite)** (A/C.3/70/L.22)

*Projet de résolution A/C.3/70/L.22 : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*

4. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

5. **M<sup>me</sup> Tzeggai** (Danemark), présentant le projet de résolution au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède, déclare que le projet de résolution est un texte de procédure court et, qu'à l'exception de mises à jour techniques, aucune autre modification n'a été apportée à la résolution 68/138 de l'Assemblée générale.

6. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Albanie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Maldives, Malte, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suriname, Suisse, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

7. *Le projet de résolution A/C.3/70/L.22 est adopté.*

8. **M<sup>me</sup> Brooke** (États-Unis d'Amérique) dit que son pays appuie fermement la *Convention* sur l'élimination

de toutes les formes de *discrimination* à l'égard des femmes et que l'administration Obama est très attachée à la ratification de la Convention par les États-Unis d'Amérique. S'il est vrai que son pays ne souscrit pas à certains aspects du texte des rapports du Comité pour l'élimination de la *discrimination* à l'égard des femmes, il n'en reste pas moins qu'en se joignant au consensus sur la résolution, celui-ci montre à quel point il appuie vigoureusement les buts et objectifs de la Convention, ainsi que les activités de l'ONU visant à promouvoir les droits des femmes dans le monde.

**Point 65 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)**  
(A/C.3/70/L.63)

*Projet de résolution A/C.3/70/L.63 : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés*

9. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

10. **M. Karstensen** (Danemark), présentant le projet de résolution au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède, dit que l'objectif du projet de résolution est de réitérer l'appui des États membres aux activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de son Comité exécutif. La résolution 69/152 de l'Assemblée générale a été mise à jour en tenant compte des faits nouveaux survenus et des problèmes rencontrés par l'Organisation pour faire face au plus grand nombre de personnes déplacées de force depuis la Seconde Guerre mondiale, et 14 modifications substantielles ont été apportées au texte précédent.

11. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Andorre, Arménie, Australie, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chypre, Colombie, Costa Rica, Équateur, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Grèce, Guatemala, Honduras, Lettonie, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Micronésie (États fédérés de), Monténégro, Nouvelle-Zélande, Panama, Philippines, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Serbie, Thaïlande et Ukraine.

12. *Le projet de résolution A/C.3/70/L.63 est adopté.*

**Point 72 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

**a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (suite)** (A/C.3/70/L.21)

*Projet de résolution A/C.3/70/L.21 : Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme*

13. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

14. **M. Thöresson** (Suède), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des pays nordiques, déclare que le projet de résolution est un texte de procédure court, comportant principalement des mises à jour techniques. Dans le projet de résolution, l'Assemblée générale se félicite de la célébration prochaine du cinquantième anniversaire de l'adoption du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle évoque par ailleurs la tenue par l'Assemblée générale d'une séance plénière en 2016 qui sera consacrée à la commémoration du cinquantième anniversaire de l'adoption des deux Pactes. L'adoption de la résolution témoignerait de l'appui dont bénéficient ces instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, qui sont largement ratifiés, et reconnaîtrait la contribution inestimable du Comité des droits de l'homme et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

15. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Albanie, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Madagascar, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suriname, Suisse, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

16. **M<sup>me</sup> Brooke** (États-Unis d'Amérique), faisant une déclaration d'ordre général avant l'adoption du projet de résolution, déclare que s'il est vrai que son pays ne souscrit pas à certains aspects du texte des rapports des deux Comités, il n'en reste pas moins qu'en se joignant au consensus sur la résolution, celui-ci montre à quel point il appuie vigoureusement les objectifs des Pactes, ainsi que les activités de l'ONU en général.

17. *Le projet de résolution A/C.3/70/L.21 est adopté.*

**b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite) (A/C.3/70/L.53)**

*Projet de résolution A/C.3/70/L.53 : Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale*

18. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

19. **M<sup>me</sup> Mballa Eyenga** (Cameroun), présentant le projet de résolution au nom des auteurs, à savoir les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), dit que l'objectif poursuivi par le projet de résolution est d'inciter le Centre à faire rapport sur les activités qu'il mène sur le terrain et de s'adjoindre l'appui continu des États membres. Ce dernier se fonde sur la résolution 68/174 de l'Assemblée générale et comprend quelques modifications techniques destinées à le mettre à jour.

20. **M<sup>me</sup> Mballa Eyenga** donne lecture des révisions faites oralement. Au septième alinéa du préambule, les mots « aux droits de l'homme » devraient être insérés après le mot « Commissariat » à la deuxième ligne. De la même manière, au neuvième alinéa du préambule, les mots « aux droits de l'homme » devraient être insérés à la fin de la première ligne (également après le mot « Commissariat »). Au huitième alinéa du préambule, le terme « violations » devrait être remplacé par le terme « abus » [cette modification est sans objet en français]. Au dixième alinéa du préambule, les mots « plus approprié et plus durable » devraient être remplacés par « suffisant ».

21. Les quatre nouveaux alinéas du préambule (septième, huitième, neuvième et dixième) ont été proposés afin de tenir compte de la conjoncture actuelle. Le septième alinéa du préambule prend bonne

note des réformes structurelles que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme se propose d'instituer. Le huitième alinéa du préambule met l'accent sur la situation qui prévaut sur le plan humanitaire et sur le plan de la sécurité du fait des conflits qui touchent plusieurs pays de la sous-région.

22. Les attaques que Boko Haram mène contre les populations civiles, les exactions et les crimes dont il se rend coupable, ainsi que les violations massives des droits de l'homme commises par ce groupe terroriste dans la région du bassin du lac Tchad posent des défis supplémentaires aux États membres de la sous-région, qui ont des incidences sur le plan des droits de l'homme. À cet égard, l'appui du Centre s'avère crucial. La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) réitère son appel à la communauté internationale pour qu'elle s'engage plus fermement dans la lutte contre ce groupe terroriste. La communauté internationale doit faire front commun pour condamner le terrorisme et s'y opposer.

23. **M<sup>me</sup> Mballa Eyenga** déclare que le projet de résolution est un texte de compromis, conçu dans le dessein de recueillir le soutien de tous les États membres. En raison de la demande croissante de services dont le Centre fait l'objet, les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) invitent leurs partenaires traditionnels, à savoir les États Membres de l'ONU, le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à continuer d'appuyer les travaux du Centre et de le doter des ressources suffisantes pour exécuter ses tâches.

24. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) indique que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Albanie, Algérie, Allemagne, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Éthiopie, France, Ghana, Guinée, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Kenya, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Namibie, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Ouganda, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Slovaquie, Soudan du Sud, Soudan, et Tunisie.

25. *Le projet de résolution A/C.3/70/L.53, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.*

*La séance est levée à 15 h 50.*